



Déclaration du Sgen-CFDT au CDEN du 23 juin 2022

Madame la préfète, Madame la présidente du conseil départemental, Monsieur le Directeur Académique,
mesdames et messieurs les membres de cette assemblée,

Dans un contexte politique encore plus incertain que prévu et a priori pour de longues semaines au vu du résultat des législatives, il nous paraît important de rappeler que le projet du Sgen-CFDT pour l'école de demain est toujours une ligne directrice fiable et réfléchie, avec la volonté de négocier pour l'intérêt du service public d'éducation et le respect des conditions de travail de ses personnels.

On nous a annoncé un risque de décroissance probable, concept à la mode, mais cela fait 22 ans que le point d'indice est gelé malgré l'inflation, alors pour nous, les enseignants, nous avons commencé à nous adapter depuis longtemps... Nous attendons donc une vraie revalorisation du point d'indice en autres améliorations.

Les années Blanquer et le contexte sanitaire ont mis à mal notre école, renforçant les inégalités, nous faisant définitivement plonger dans les résultats des études internationales, et détériorant à ce point le service public que des académies doivent recourir au job-dating à un niveau bac +3 pour trouver des candidats aux postes d'enseignants, continuant de dévaloriser l'image que nos collègues et le grand public perçoivent de cette profession.

Les élèves aussi ont trinqué, les équipes n'ont cessé de tirer la sonnette d'alarme devant le nombre grandissant d'élèves en rupture avec le système, voire même avec la vie. Pas assez de psychologues scolaires, d'infirmières, de médecin scolaire, une pression trop intense, des élèves laminés et des professeurs désorientés.

Nous avons besoin d'un nouveau logiciel, nous avons besoin d'une nouvelle application.

L'éducation nationale, de la maternelle à l'enseignement supérieur, doit pouvoir à nouveau briller, former, accompagner, suivre à nouveau ses cohortes d'élèves, et pour cela il faut y mettre les moyens, et sans contrepartie.

- Oui, les médias doivent soutenir et redorer la profession d'enseignant
- Oui, les collègues veulent bien se former, mais ils veulent être acteurs de leur formation,



- Oui, ils ont besoin d'une revalorisation car depuis trop longtemps leur pouvoir d'achat s'est effrité, sinon, ils ne s'engageront pas dans un métier particulièrement difficile

aujourd'hui, ils ont besoin d'une vraie reconnaissance

- Oui, l'inclusion est un projet digne d'une société avancée mais il faut y mettre les moyens
- Oui, les conditions de travail doivent être améliorées, les distances entre domicile et lieu d'exercice ne doivent pas dépasser 25 kilomètres, les effectifs doivent être revus à la baisse, les Plus de Maîtres que de classes à nouveau déployés sur le territoire et généralisés à toutes les écoles comme dans les pays voisins...
- Oui, la direction d'école doit être simplifiée et facilitée avec l'embauche de secrétaires administratifs et non pas de services civiques, dans toutes les écoles,
- Nous demandons également que tous les personnels itinérants soient remboursés à la hauteur de ce qu'ils déboursent avec l'inflation des carburants

Ne plus laisser les enseignants et les directeurs seuls face à leurs dilemmes et leurs difficultés, c'est une évidence.

Et reconnaître les tâches de tous pour une juste revalorisation, pour les équipes de circonscription et les équipes des écoles.

Pour en revenir au contexte local, à la prochaine rentrée les taux d'encadrement paraîtront plus raisonnables cependant il ne faut pas oublier :

- qu'il y a plus d'un an d'attente pour que les élèves puissent bénéficier d'un bilan de CAMSP ou de CMPP, ou d'un bilan chez l'orthophoniste ou l'orthoptiste...
- que le nombre d'AESH n'est pas suffisant pour couvrir toutes les notifications en heures, leurs conditions de travail se sont dégradées sans contrepartie .
- combien d'arrêts de travail provoqués par des conditions de travail trop difficiles pour tous les personnels ? De projets de reconversions professionnels ? De détachements ? De démissions ? De départs en retraite anticipés ?

Actuellement le solde des emplois est déficitaire, le rectorat sera sollicité pour ouvrir des postes à des contractuels, le SGEN-CFDT demande que les Listes complémentaires soient prioritaires pour ce recrutement.

Il ne suffit pas d'applaudir pour récompenser nos collègues, il va falloir beaucoup plus désormais pour remettre le service public d'éducation à flot.

Mesdames, Messieurs, Je vous remercie pour votre écoute,

Mathilde Micard,
pour le SGEN-CFDT